

Colloque de l'Association Française de Science Politique

Avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris

« Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs »

Paris, Institut d'études politiques, 31 janvier et 1er février 2002

La centralité partisane dans les communautés d'implantation communiste

Julian MISCHI

Résultat de la rencontre entre des communautés populaires de vie et de travail et un parti se proclamant révolutionnaire, l'implantation communiste est au cœur de nombreuses études universitaires. L'accumulation des travaux sur l'insertion du PCF dans la société française donne l'image d'un communisme français morcelé en territoires et groupes sociaux, expression de la société plus que construction politique. Cette image éclatée provient de la dissolution du communisme dans le social et le local, dissolution permise par l'oubli de ce qui cimente l'ensemble : l'appareil politique. La réflexion sur les usages sociaux du communisme, sur les fonctions identitaires qu'il remplit, tend en effet à minorer sa dimension politique et l'élément pourtant central de l'engagement communiste, le parti.

Adoptant une démarche socio-historique, nous avons mené une approche du phénomène communiste « par le bas », par son ancrage social, tout en insistant dans la perspective d'une appréhension globale, sur le rôle unificateur du parti. La mise au jour du jeu entre la diversité sociale des territoires porteurs de communisme et un appareil fortement unifié et centralisé permet de dépasser l'impression d'une irréductibilité des communismes locaux. Après l'exposition des choix de méthode et des terrains d'enquête, il s'agira d'évoquer les formes locales de la centralité partisane, c'est-à-dire les principaux processus d'homogénéisation partisane observés dans les zones d'implantation communiste.

1. Implantation sociétale et institution partisane

Cette communication vise à présenter les résultats d'une vaste recherche mobilisant plusieurs terrains¹ et non une étude de cas, il convient donc préalablement de préciser la démarche adoptée pour parvenir aux conclusions dévoilées ici.

¹ Mené à l'EHESS sous la direction de Marc Lazar en vue de l'obtention du doctorat de science politique, ce travail de recherche porte sur l'implantation et la crise du PCF (1920-2000).

Une entreprise de sociologie politique comparative et localisée

Le communisme est une affaire de communautés : des groupes sociaux ou territoriaux adhèrent collectivement au PCF. Plus que l'appareil politique, son travail de socialisation, d'identification auprès de communautés populaires est essentiel pour la compréhension de son succès en France. La nécessité d'appréhender le politique sans le réduire à l'organisationnel, de s'interroger sur la diffusion sociale d'une politique, appelle une étude de l'ancrage local du parti². Loin d'une histoire politique désincarnée centrée sur le cercle dirigeant, l'approche locale du politique restitue au parti toute l'épaisseur socio-politique de son implantation, concilie approche historique et sociologique et évite la réification d'une analyse institutionnelle. Elle appréhende un phénomène politique en situation, historique et sociale, dans un contexte territorial, et interroge la multiplicité des formes locales de la relation partisane.

Afin d'échapper au biais monographique que porte en elle toute étude localisée du politique et selon lequel le terrain lui-même est l'objet de recherche alors qu'il est doit être considéré comme un simple cadre de recherche³, les sites d'observation ont été multipliés et pris ensemble dans une approche comparative. Moyen méthodologique de passer du descriptif, propre au genre monographique, à l'explicatif, la théorie comparative esquisse l'identification de variables interprétatives des phénomènes politiques et évite de ne voir que de l'exceptionnel dans le local. Par la peinture des différences de configuration et d'agencement d'une implantation politique, elle explique la genèse du phénomène politique, sa diffusion et sa réception⁴.

Les critères de définition des sites d'observation répondent au souci de ne pas réduire l'approche localisée à une simple description d'un particularisme. A l'inverse de la plupart des travaux, l'unité spatiale d'analyse construite par l'administration (département, commune) est refusée au profit du local pré-construit par les pratiques socio-économiques (aire d'emploi) et partisans (organisation spatiale de l'institution politique). Continuellement mouvantes, les aires de migration résidence-travail et de recrutement de la main d'œuvre donnent aux sites d'étude la double identité de lieu de production et de résidence. Des liens territoriaux, fondés sur le rapport entre habitat et travail, définissent des zones spatialement limitées, des « pays » caractérisés par une sociabilité propre, un rapport spécifique à l'emploi, agricole ou industriel. Après la zone d'emploi, le « milieu partisan » défini par Frédéric Sawicki comme l'« ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoi

² Voir l'ouvrage fondateur dirigé par Jacques GIRAULT, *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Edition sociales, 1977, 348 p.

³ Cf. Frédéric SAWICKI, « Questions de recherches. Pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, n° 2, 1988, pp. 13-28 ; Jean-Louis BRIQUET et Frédéric SAWICKI, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, n° 7-8, octobre-décembre 1989, pp. 6-16.

⁴ « La description du comparatisme entend dévoiler l'invariant par la recension de ce qui varie et, plus souvent, déceler le caractère généalogique de certaines connexions » explique Daniel-Louis SEILER : *La Politique comparée*, Paris, Armand Colin, 1982, p. 16.

qu'ils y contribuent en fait par leurs activités »⁵ est le deuxième critère de délimitation des sites d'observation.

Porté par des communautés régionales et professionnelles, le communisme est appréhendé à travers l'observation de territoires non-institutionnels, de zones d'influence économique, d'espace de concurrence politique et de sociabilité populaire. Quatre zones d'implantation communiste liées au travail ont été choisies pour leur hétérogénéité tant du point de vue socio-économique (bassin ouvrier en proie au chômage, zone rurale, industrie de haute technologie, aire d'emploi industriel stabilisé) que du point de vue politique (force ou faiblesse du PCF, type de concurrence politique). La pertinence de la démarche dépend en effet du choix des espaces à comparer dont les caractéristiques doivent être suffisamment contrastées⁶. La méthode dite des « contrastes dramatiques » opposant des cas suffisamment différents pour cerner les fondements historiques et culturels de chacun d'entre eux est d'une grande utilité pour la compréhension de ce qui fait l'unité du communisme.

Les quatre terrains d'étude sont :

1. Le bassin sidérurgico-minier de Longwy au Nord de la Meurthe-et-Moselle.
2. La région de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique, à l'estuaire de la Loire, définie par le pôle d'attraction de l'industrie navale.
3. Les campagnes centrales du département de l'Allier : le bocage bourbonnais, région d'élevage et de polyculture formant un terroir aux champs clos et à l'habitat dispersé.
4. La cuvette grenobloise en Isère, comprenant la ville de Grenoble et sa banlieue ouvrière (Saint-Martin-d'Hères, Echirolles et Fontaine), développée autour d'un tissu industriel diversifié avec des entreprises agro-alimentaires, métallurgiques, textiles et chimiques.

La recherche concerne deux zones de forte implantation communiste, l'une, ouvrière (le pays haut lorrain), et l'autre, rurale (le bocage bourbonnais), ainsi qu'une région d'audience moyenne (l'agglomération grenobloise) et une terre de faible influence (la bassin nazairien).

Le matériel de recherche est composé d'environ 130 entretiens semi-directifs et de documents d'archives. Les sources classiques d'information (presse partisane, archives départementales et municipales) ont été complétées par des archives internes à l'organisation communiste. Le matériel dévoilant le travail du centre sur les systèmes communistes locaux, notamment les questionnaires biographiques et la correspondance des fédérations avec la direction nationale, ont été privilégiés. A cette démarche positive de collecte d'informations s'ajoute une connaissance intime des milieux d'implantation obtenue à travers une longue observation participante, une immersion anthropologique, dans chacun des terrains d'étude.

⁵ Frédéric SAWICKI, *Les réseaux du PS. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 24.

⁶ « La mise en évidence des singularités qui marquent chaque construction du politique est fonction de la qualité du contraste étudié » selon Bertrand BADIE et Guy HERMET : *Politique comparée*, Paris, PUF, 1990, p. 73.

L'homogénéisation partisane

Avec le choix d'étudier plusieurs segments locaux de la contre-société communiste, l'éclairage des processus d'homogénéisation partisane est l'autre moyen pour contrer les travers localistes de toute étude de l'implantation d'un parti politique. Contre l'oubli sociologique de la spécificité politique du communisme, l'action unificatrice de l'institution politique est observée au cœur de ses communautés d'implantation. Il s'agit de comprendre l'articulation du national et du local par des va-et-vient constants entre le centre et la périphérie, la direction nationale du parti et les milieux partisans locaux. Considéré comme site, comme cadre d'interaction, le terrain est donc le lieu par excellence de l'observation de l'institutionnalisation du politique. Le dévoilement des modalités d'unification du communisme autour d'un même sentiment d'appartenance éclaire la construction localisée d'une identité partisane nationale, voire internationale.

Lieu d'interaction du politique et du social, le parti est la clef de l'unité du phénomène communiste sur le territoire et la notion centrale d'une approche refusant sa réduction à sa dimension sociétale. L'homogénéisation du communisme français, angle mort des analyses du PCF par le bas, tient essentiellement du travail du centre partisan : l'institution politique lie les différents communismes territoriaux, universalise les formes locales de l'engagement. La centralité partisane domine les relations entre les différents rouages, sociaux et politiques, locaux et nationaux, du PCF.

Pour le courant communiste, le parti est d'autant plus à prendre en compte qu'il joue un rôle central, structurant : il est le ciment unificateur de la pluralité des « groupes inducteurs »⁷ de communisme. Sur la scène politique française, la contre-société communiste se singularise par une organisation fortement centralisée autour d'une discipline partisane inscrite dans les statuts mais également dans des rituels symboliques. La diversité des territoires et des militants communistes est unifiée par une identification partisane forte, reposant sur le conformisme organisationnel et le don de soi, vérifiée par l'encadrement biographique.

La permanence du modèle partisan malgré la conjoncture (tournants politiques, variation des effectifs) et la défense prioritaire de l'organisation, prenant la forme d'une fétichisation du parti, sont obtenues par un vaste système de contrôle normatif articulé autour du centralisme démocratique. La représentation monolithique du communisme qu'il produit est reconnue par ses adversaires mais joue essentiellement un rôle interne : il conforte l'image indigène d'un monisme organisationnel interdisant les comportements déviants.

La multiplication des sites d'observation et la volonté d'aboutir à une vision générale et explicative du communisme conduit donc à centrer le regard sur l'institution partisane et son travail d'uniformisation des systèmes locaux. Par quels moyens l'institution communiste voile-t-elle la diversité anthropologique de son ancrage territorial et s'incorpore-t-elle aux militants ? Les principes de la cohésion partisane sont pluriels : ils vont de l'application de règles statutaires strictes à des investissements identitaires homogénéisateurs. Nous les

⁷ Selon les termes de Guy MICHELAT et Michel SIMON, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, PFNSP – Éditions Sociales, 1977, 498 p.

exposons dans cet ordre, c'est-à-dire des codes écrits aux lois informelles régissant le corps partisan.

2. Les règles statutaires de la cohésion partisane

Quelles dispositions institutionnelles concourent à l'homogénéité de la contre-société communiste dans ses lieux mêmes de structuration ? L'engagement communiste obéit à des règles strictes reposant sur deux piliers, la hiérarchie et l'unité, codifiées dans le centralisme démocratique. Les lois du centralisme démocratique qui gouvernent la vie intérieure du parti sont inscrites dans les statuts du PCF, dont chaque nouvel adhérent prend connaissance à travers une petite brochure distribuée avec la carte d'adhésion. En refusant l'existence de catégories locales d'organisation, les règles bureaucratiques du fonctionnement partisan assurent la prééminence du sommet sur la base et l'homogénéité des rangs militants.

La hiérarchie partisane

Le travail d'unification partisane consiste avant tout à lier les segments locaux du parti à l'institution centrale, nationale. A travers la diffusion locale d'une pratique militante hiérarchisée, le centralisme démocratique garantit la primauté du centre sur la périphérie. Cette dépendance des fédérations départementales à l'égard du comité central (CC) du PCF s'exerce par la maîtrise des moyens de financement et surtout par l'envoi d'émissaires dans les régions : ces envoyés du centre façonnent une organisation locale conforme au modèle national. Des délégués et des instructeurs à l'organisation encadrent au nom du CC les dirigeants fédéraux et informent la direction nationale sur la vie partisane locale⁸.

Ces permanents rétribués par l'appareil politique peuvent accéder aux plus hautes responsabilités partisans dans les régions, comme au début des années trente où des anciens ouvriers de la région parisienne sont parachutés à la tête du parti en Meurthe-et-Moselle et en Isère. Ils sont chargés de restructurer l'activité communiste locale sous une base bolchevique et, à cette occasion, fondent les premières écoles régionales du parti, relancent ou créent des organes de presse. Surtout, ils recrutent et forment des militants locaux qui font leurs premières armes politiques sous le Front populaire puis jouent un rôle de premier plan à la Libération.

S'il est plus discret ensuite, le rôle des envoyés du centre ne faiblit cependant pas après la guerre. Ainsi, à la Libération, les fédérations de l'Allier et de la Meurthe-et-Moselle sont investies par deux leaders nationaux du PCF aux itinéraires semblables : Pierre Villon et Maurice Kriegel-Valrimont. D'origines bourgeoise, juive et alsacienne, ils sont tous deux dirigeants de la Résistance communiste, responsables du comité d'action militaire du Conseil National de la Résistance. Fils d'un enseignant de l'Université de Strasbourg, Maurice Kriegel-Valrimont est juriste de formation, tandis que Pierre Villon, de son vrai nom Roger Ginsburger, agent du Komintern avant la guerre, est fils d'un rabbin et possède un diplôme

⁸ Sur l'action des envoyés du centre dans une périphérie rurale pendant le Front populaire, voir : Max LAGARRIGUE, « Instructeurs et délégués du comité central : l'exemple du sud-ouest », *Communisme*, n° 51-52, 1997, pp. 29-58.

d'architecte. A l'Assemblée consultative élue en octobre 1945, Maurice Kriegel-Valrimont est le rapporteur général de la commission de la défense nationale qui est présidée par Pierre Villon. Ils sont envoyés dans des départements leur assurant un siège à l'Assemblée Nationale avec la mission d'y suivre les PC locaux. Ce sont en effet avant tout des responsables nationaux du PCF et, à ce titre, ils n'occupent pas les premières places au sein de la hiérarchie locale du PC : ils siègent seulement au comité fédéral. Cadre du Bureau Politique (BP), Maurice Kriegel-Valrimont est responsable des fédérations de Lorraine et d'Alsace, tandis que Pierre Villon surveille pour le CC la fédération de l'Allier mais aussi de la Drôme.

Ces deux longues installations dans un département sont cependant exceptionnelles car, dans l'objectif d'empêcher la création de fiefs personnels, les collaborateurs du CC changent continuellement de lieu d'affectation. Par exemple, Paul Fabbri quitte la fédération de Meurthe-et-Moselle dont il est le dirigeant pour contrôler la fédération de Loire-Atlantique de 1957 à 1962⁹. Ces collaborateurs du centre jouent un rôle important lors des préparations locales des congrès où ils orientent les débats et participent à la sélection des candidats aux échelons supérieurs. Certains dirigent même directement les PC locaux : lorsque le secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique tombe malade en 1962, il est remplacé par Paul Fabbri jusqu'à l'élection, l'année suivante, d'un nouveau responsable.

Outre ce type de médiations avec la direction nationale par le contact direct et permanent de délégués qui suivent la fédération pour le CC, le contrôle hiérarchique du centre sur la périphérie repose sur des relais provisoires mobilisés à l'occasion des tournants stratégiques ou à la veille de congrès ou d'élections. A partir de 1964, des instructeurs à l'organisation, sous l'impulsion du secrétaire national à l'organisation, George Marchais, aident les fédérations à appliquer les consignes de réorientation de l'activité militante en direction des entreprises. Des instructeurs du CC sont envoyés dans les départements industriels pour y constituer des sections d'entreprise. Deux d'entre eux sont dépêchés en Meurthe-et-Moselle, l'un dans les mines et l'autre dans les entreprises de la sidérurgie. Aux chantiers navals de Saint-Nazaire, un délégué du CC assiste à la transformation du comité de parti en section d'entreprise, et dans l'Allier un autre s'occupe de la section de Dunlop.

Ce système de contrôle du BP sur l'activité partisane locale est dans les années soixante-dix confié à Claude Poperen, chargé de l'« *activité des fédérations du Parti* » sous la direction de Gaston Plissonnier¹⁰. Après les élections législatives de 1973, le BP détache dix-neuf membres du CC appartenant à des secrétariats fédéraux de la Région Parisienne auprès des fédérations de province ou de la grande périphérie parisienne¹¹. Officiellement en « stage », ils investissent les directions départementales et certains accèdent aux plus hautes responsabilités : Paul Crespin, qui s'installe dans l'Allier, notamment pour contrôler le député-maire de Montluçon, devient premier secrétaire fédéral en 1979. L'homogénéisation de la praxis militante selon les critères centraux est renforcée par l'origine parisienne des envoyés du centre.

⁹ *Les Nouvelles de Loire-Atlantique*, 1^{er} juillet 1962.

¹⁰ Cf. François HINCKER, « Le groupe dirigeant du PCF dans les années 70 », *Communisme*, n° 10, 1986, pp. 70-79.

¹¹ « La formation et la promotion des cadres communistes », Rapport de Marcel ZAIDNER au CC, 20 mars 1974.

Les envoyés du centre participent à l'une des techniques principales du travail du centre sur la périphérie : la promotion partisane. Basés sur des critères nationaux, les mécanismes de sélection, de formation et de contrôle des cadres produisent des milieux partisans locaux peu différenciés et unis dans leur dépendance à l'égard du centre parisien. La prise de responsabilités locales suit idéalement un cheminement précis. Le militant doit d'abord être disponible pour suivre une école fédérale pendant laquelle il rédige sa première biographie, outil réservé aux responsables et destiné à suivre et à évaluer le parcours du militant. Il doit ensuite être choisi par la direction fédérale pour figurer sur la liste des candidats proposés à l'école centrale. A l'aide du questionnaire biographique complété par les appréciations politiques et psychologiques des dirigeants fédéraux, la sélection de la Section de Montée des Cadres (SMC) répond à trois ordres de critères : politique (la compréhension de la ligne politique), sociologique (les jeunes et les ouvriers sont favorisés) mais aussi pratique car les candidats doivent pouvoir abandonner temporairement leur activité professionnelle. A leur retour, les élèves des écoles centrales peuvent prétendre à des responsabilités départementales au sein du parti si les appréciations des organisateurs de l'école leur sont favorables.

La primauté du centre s'explique par l'insertion de la périphérie au sein de l'appareil politique, mais également par une circulation hiérarchique de l'information entre les strates partisans : les rapports au sein d'un même niveau sont en effet pratiquement proscrits.

L'unité des rangs militants

Empruntée au modèle stalinien des années trente, la construction pyramidale du PCF entretient une homogénéité des troupes militantes. La fonction principale de ce code social hiérarchisé est en effet de garantir l'Unité du parti (avec Parti, ce terme prend souvent une majuscule dans les textes communistes). D'après les statuts, « *le centralisme démocratique conditionne la cohésion idéologique et politique du Parti, son unité d'action* »¹². La forte structuration interne du parti évite selon les préceptes léninistes sa contamination par la société dans laquelle il évolue et impose, par une « *discipline de fer* », l'unanimité dans la pratique militante¹³.

Le monolithisme de parti est produit par une forte hiérarchisation des rapports internes structuré par la règle d'or du centralisme démocratique : l'exécution obligatoire des décisions des organismes supérieurs par les échelons inférieurs. Par opposition au fonctionnement de la SFIO et sur le modèle bolchevique, les fractions internes au parti sont interdites et l'exécution des décisions prises doit être unanime. Portée par un ensemble de normes, d'abord abstraites puis de plus en plus précises, exprimées sous formes de « *déclarations* » puis de « *résolutions* », la ligne du PCF est impérative¹⁴.

¹² Article 5 des statuts adoptés en mai 1964 (17^e congrès).

¹³ LENINE, *Que Faire ?*, Paris, Seuil, réed. 1996, 319 p.

¹⁴ Denis LACORNE souligne l'unanimité du processus décisionnel au sein du PCF à propos des élections municipales de 1971 et 1977 et dans une comparaison avec le PS : *Les Notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche*, Paris, PFNSP, 1980, 255 p.

La préparation locale des congrès nationaux est révélatrice d'un fonctionnement interne voué à la consécration de l'unité du groupe. A chaque échelon partisan les débats sont encadrés par un représentant de l'organisme supérieur (section, fédération, CC). Le même cérémonial avalisant le système de subordination se déroule dans les assemblées de cellules, les conférences de sections et de fédérations, puis au congrès national. Ces rites de passage assurent l'unité de l'institution¹⁵. D'autre part, la discussion s'organisant autour du seul texte de la direction, les militants, s'ils veulent exprimer des choix différents, n'ont pas d'autre moyen que d'amender le projet de résolution. Les congrès nationaux sont ainsi précédés de conférences fédérales où le projet du CC est voté à l'unanimité moins quelques voix sous la présidence de représentants du centre qui rappellent constamment la nécessité de l'unité partisane et empêchent l'émergence de toute opposition.

D'une façon générale, la forte hiérarchisation partisane est un facteur d'homogénéisation car elle se répète à l'identique à chaque strate de la structure communiste : avec son bureau, son journal, sa part de gestion des cotisations et ses compagnons de route, la cellule est le calque miniature de la contre-société communiste. Le système de contrôle du centre sur la périphérie s'applique jusque dans cette organisation de base qui est suivie par un représentant du comité fédéral chargé de veiller à « *la compréhension de la politique du Parti* ». Les cadres fédéraux du PCF doivent rappeler la dimension politique de l'engagement communiste afin de contrer la force centrifuge de ses usages sociaux ou locaux ; ils insufflent du politique, de l'idéologique, dans les assemblées de militants qui prennent rapidement la forme peu partisane d'un lieu de sociabilité locale où les questions abordées tendent à se réduire à l'organisation de tâches matérielles (versement des cotisations, préparation de la fête ou du meeting...). Ils veillent à ce que les affaires municipales pour les cellules locales et la vie syndicale pour les cellules d'entreprise ne dominent pas les discussions : la ligne politique doit non seulement être acceptée mais comprise et discutée.

La cohésion du communisme s'opère au sein même des fédérations par une promotion partisane favorisant une représentation sociale identique du communisme. L'homogénéisation ouvrière du recrutement de l'appareil partisan unifie le communisme, elle est un signe rassembleur pour le corps militant et une marque distinctive de sa représentation pour les autres¹⁶. Les cadres communistes sont formés dans un même attachement à la défense du monde ouvrier, propagé aux différents échelons du parti, fussent-ils ruraux : « *Bien que divers dans leur origine sociale, les cadres communistes doivent posséder des qualités politiques et humaines indispensables* »¹⁷. Or la première de ces qualités rappelées constamment par le centre est le « *dévouement à la classe ouvrière et aux intérêts du peuple* ». Bien que l'implantation du PCF de l'Allier soit essentiellement rurale, avec une proportion plus grande

¹⁵ Cf. Pierre BOURDIEU, « Les rites comme actes d'institution », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 43, juin 1982, pp. 58-64.

¹⁶ Sur la promotion ouvrière : Henri HELDMAN, *Les fils du peuple de Staline à Gorbatchev. Aristocratie ouvrière, communisme et industrialisation en France et en URSS*, Paris, chez l'auteur, 1989, 420 p. et Bernard PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF.*, Paris, PFNSP, 1989, 329 p.

¹⁷ « Les cadres communistes et le 24^e congrès », intervention de Gaston PLISSONNIER au BP, le 27 octobre 1981.

de militants et d'électeurs communistes dans le bocage, sa fédération est ouvrière par sa direction formée de permanents issus de la région urbaine de Montluçon¹⁸.

3. La formation de l'esprit de parti

Les prescriptions partisans placent le parti au centre des écosystèmes communistes locaux mais également, par les canaux de la socialisation politique, au cœur de l'univers culturel des militants communistes.

La fabrique sociale du militant

Pilier de la culture militante, la référence centrale au parti est colportée par les instances de socialisation du PCF (presse, écoles, réunions...) et contrôlée par des mécanismes organisationnels (encadrement biographique, centralisme démocratique, séances d'autocritiques...). Les techniques communistes d'éducation partisans sont tournées vers l'inculcation de « *l'esprit de parti* » selon lequel le militant doit faire corps avec l'institution partisane. La fabrique sociale du militant répond à un double mot d'ordre :

- « *On ne naît pas communiste, c'est dans le parti qu'on le devient* »
- « *Il n'existe pas deux sortes de communistes* »

Le premier principe révèle l'apprentissage préalable à l'acquisition de l'identité communiste qui n'est jamais définitive et provient plus d'une longue adhérence que d'une simple adhésion. L'histoire des entrées en communisme est ainsi celle de l'agrégation de groupes initialement hétérogènes à un noyau politique homogène¹⁹. Les canaux de la socialisation partisane sont multiples. De la lecture de *L'Humanité Dimanche* associée aux réunions de cellules jusqu'aux séjours dans les écoles centrales voire internationales du parti, la pratique militante communiste est une formation théorique. L'éducation politique ne se réduit pas à l'apprentissage partisan car elle prend la forme de cours d'alphabétisation dans les cités ouvrières, de système de cours de philosophie par correspondance avec l'Université Nouvelle... La recherche du renforcement de l'attachement au parti est en même temps une entreprise de politisation des classes populaires.

Le second principe renvoie à l'exclusivité de l'appartenance partisane, prioritaire sur les liens particuliers extra-politiques, sources d'hétérogénéité. L'appareil communiste ne peut s'accommoder de la constitution de groupes d'affinité non-partisane susceptibles de remettre en cause son homogénéité. Le parti travaille ainsi à cimenter les différents segments territoriaux et sociaux du monde communiste et contrôle ses réseaux d'influence locaux (syndicat, mairie, fédération). La primauté de l'attachement partisan vise à unifier la communauté militante en empêchant l'émergence de groupes à la légitimité propre (Résistants, élus, syndicalistes, dirigeants locaux).

¹⁸ Cf. Julian MISCHI, « Les campagnes rouges du Bourbonnais dans l'entre-deux-guerres », *Cahiers d'Histoire*, n°1, 2001, pp. 143-165.

¹⁹ Comme le montrent les travaux d'Annie KRIEGEL, notamment : *Les communistes français 1920-1970*, Paris : Seuil, 1985, 400p.

Les militants ne doivent pas se singulariser par la possession d'attributs distinctifs (scolaires, sociaux, financiers, militants), mais subsumer leur particularité sous leur affiliation partisane. Les mesures disciplinaires (blâme intérieur, blâme public, destitution des fonctions puis exclusion) sanctionnent particulièrement des agents disposant de ressources propres dont ils ne sont pas redevables entièrement à l'organisation²⁰ et tendent à effacer la multiplicité d'appartenance des militants communistes. Le centralisme démocratique lutte contre la formation de groupes pouvant se prévaloir d'une légitimité puisée hors de la sphère partisane, source d'une distance critique vis-à-vis de l'institution. Les groupes informels peuvent en effet conduire à la formation de « *clans* » ou de « *tendances* », bases de développement de l'« *activité fractionnelle* », qui doivent être combattus par un « *travail collectif* » selon les termes de Maurice Thorez²¹.

Après la guerre, le cercle dirigeant doit notamment lutter contre le processus d'autonomisation du groupe des Résistants. La formation d'un ensemble de militants unis par l'expérience commune de la Résistance française, creuset de liens dépassant les frontières partisans, porterait atteinte à l'homogénéité de l'institution communiste, homogénéité construite autour de la figure de Maurice Thorez et du culte de l'URSS²². Durant la clandestinité et les premiers mois de l'après-guerre, des militants issus de la Résistance jouent un rôle de premier plan au sein des PC locaux mais les appareils sont progressivement repris en main par les cadres des années trente.

Traumatisés par l'expérience de Jaques Doriot à Saint-Denis, les dirigeants luttent également contre la constitution de fiefs personnels. Les déplacements géographiques des cadres, le parachutage des permanents dans des régions où ils n'ont pas d'attaches sont des moyens de contrer la prédominance des liens territoriaux sur l'affiliation partisane. Afin d'empêcher toute notabilisation qui affaiblit l'emprise du parti, les responsabilités partisans sont traditionnellement réparties par tâches (organisation, femmes, propagande, intellectuels, trésorerie...) et non par secteurs géographiques. La scission communiste s'est effectuée « *contre l'esprit localiste et fédéraliste* »²³ avec notamment la régionalisation fédérale et une réorganisation sur la base des cellules d'entreprise au détriment des sections locales. La centralité partisane s'oppose à la constitution de « *féodalités notabilliaires* » : après les élections législatives de 1973 des délégués du CC s'installent dans les fédérations afin de contrôler les nouveaux élus, puis l'encadrement politique des élus est renforcé en 1977 par la mise en place de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR).

²⁰ Ce processus d'homogénéité partisane est fondateur du parti communiste thorézien avec l'exclusion du groupe des JC en 1934 « *La reprise en main de l'été 1931 vise moins à éliminer un groupe précis qu'à briser les regroupements affinitaires, de générations, professionnels (le groupe des syndicalistes), régionaux. Le groupe de la jeunesse sert de bouc émissaire et sa mise à l'écart permet de préparer l'encadrement biographique* » : Claude PENNETIER et Bernard PUDAL, « *La vérification. L'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux-guerres* », *Genèse*, n°23, juin 1996, p. 150.

²¹ « *Le rôle du secrétaire fédéral par Maurice Thorez* », Intervention à une réunion des secrétaires fédéraux en janvier 1948 reproduit dans *France Nouvelle*, 3 mai 1961.

²² Cf. Stéphane COURTOIS, « *Luttes politiques et élaboration d'une mémoire : le PCF historien du PCF dans la seconde guerre mondiale* », *Communisme*, n° 4, 1983, pp. 5-26.

²³ Selon les mots d'Albert TREINT, *bulletin communiste*, n° 1, 4 janvier 1924, cité par Danielle TARTAKOWSKI, *Les premiers communistes français. Formation des cadres et bolchévisation*, PFNSP, 1980, p. 54.

Dans les zones d'immigration étrangère, le travail d'uniformisation organisationnelle est confronté à un type particulier de mobilisation échappant à l'appareil parce que liées aux « *partis frères* », Italiens, Espagnols, Portugais et Marocains essentiellement. Surtout fortes durant l'entre-deux-guerres, les tendances autonomes du militantisme des Italiens du bassin de Longwy sont en permanence contenues par les dirigeants du PCF selon le mot d'ordre « *une seule classe ouvrière, un seul parti communiste* ». Associées à celles des travailleurs maghrébins après la décolonisation, elles deviennent préoccupantes lorsque des divergences éclatent dans le système communiste international.

Pour assurer l'unité du communisme, tout un maillage d'organisations de masse encadre le peuple militant. Le parti encourage la prolifération des institutions : ANACR pour les Résistants, ARAC pour les anciens combattants, FNDIRP pour les déportés et internés, CDH pour la vente de *L'Humanité*, CNL pour les locataires, FSGT pour les sportifs, UFF pour les femmes, Secours Populaire, France-URSS, France-RDA, Tourisme et Travail... Le communisme a besoin d'ordre, chaque secteur doit être couvert par une association liée au parti, et les dirigeants contrôlent la qualité de ce lien : en tant qu'éléments de la contre-société communiste, les associations doivent rester centrées autour du parti. Le rôle primordial du parti dans « *le mouvement de masse* » est l'une des principales consignes du centralisme démocratique et son non respect, l'« *opportunisme en matière d'organisation* »²⁴, est la cause officielle de nombreuses exclusions internes.

Les relations avec la CGT sont particulièrement stratégiques car la taille de l'organisation qui mobilise beaucoup plus que le parti rend son contrôle plus difficile. Le maintien de la centralité partisane au sein du monde syndical est un élément essentiel de l'homogénéisation du communisme sur le territoire. Par sa forte pénétration dans la population, le syndicalisme possède une puissance d'autonomie que le PCF souhaite contenir. L'histoire de l'implantation communiste en milieu ouvrier est associée à celle du contrôle du mouvement syndical par le parti, qui forme et propulse ses militants à la tête des syndicats au prix du retrait des responsables syndicaux qui se sont trop détachés du parti. Dans le bassin de Longwy, le contrôle du syndicat par le parti est efficace et le communisme est localement influent tandis qu'à Saint-Nazaire le syndicat CGT de la Navale échappe relativement à la sphère d'influence du parti qui reste alors minoritaire.

²⁴ « *Une telle conception consiste à diluer toute l'avant-garde dans tous les mouvements et les organisations de masse. Il ne resterait plus personne pour réaliser la politique du Parti et pour diriger les luttes. C'est ravalier le Parti au rang d'une simple force d'appoint en niant son rôle de direction* », Louis DUPONT, « Les positions opportunistes du camarade Kriegel-Valrimont et sa duplicité », *France Nouvelle*, 5 avril 1961.

Le contrôle biographique

L'identification partisane est vérifiée par l'encadrement biographique. National et orchestré par l'institution centrale, le contrôle biographique²⁵ s'opère non seulement à l'égard du cercle dirigeant mais également à la base, dans les milieux d'implantation communiste. Le même système de vérification biographique est à l'œuvre dans les rapports entre le centre parisien et Moscou et entre les fédérations départementales et le CC. L'unicité du modèle d'encadrement renforce l'acceptation de normes communes de militantisme et de critères nationaux d'évaluation de l'attachement au parti. En outre, par l'encadrement biographique, la direction nationale participe directement à la sélection des cadres fédéraux et s'assure qu'aucune féodalité locale ne fasse écran entre le centre et la périphérie.

Dans les départements, le questionnement biographique a pour objectif la gestion de l'élite locale par la sélection, la promotion, la vérification et la surveillance des cadres intermédiaires : membres du comité fédéral, secrétaires de sections, candidats aux scrutins locaux...²⁶ Les « bios » constituent le matériel essentiel du dialogue entre la direction nationale et les responsables fédéraux. Elles sont au cœur des transactions entre les différents rouages locaux du PCF, transactions subordonnées à une primauté de l'échelon supérieur sur le niveau inférieur. L'épreuve du questionnaire biographique n'intervient pas lors de l'adhésion mais après plusieurs années d'engagement, lorsque la fédération envisage la promotion du militant. Le questionnement biographique est souvent la première étape d'un processus de sélection pour l'accès aux postes partisans ou électoraux, ainsi qu'aux bancs de l'école centrale du parti. Il est l'outil de contrôle du centre sur le processus local de promotion partisane.

Autour d'un ou de plusieurs questionnaires remplis à des dates différentes, s'agrègent des rapports annexes sur l'activité clandestine, des autocritiques, la correspondance entre l'adhérent, la fédération et la direction nationale, des appréciations de responsables fédéraux et nationaux et des comptes rendus d'écoles fédérales et centrales. Tout changement biographique est consigné au sein d'un dossier constamment complété selon les promotions et les dégradations partisans. Lorsqu'un problème se pose, comme la non participation à une grève ou l'absence répétée aux réunions, le dossier en porte la trace. Régulièrement mis à jour, le dossier biographique constitue la feuille de bord du militant jusqu'à ce qu'il quitte ses responsabilités au comité fédéral ou à la tête des organisations de masse. Au contrôle biographique s'ajoute la vérification des opinions de l'intéressé et des membres de sa famille.

L'utilisation des questionnaires biographiques intervient principalement dans le dialogue entre la fédération départementale et la direction nationale du PCF, ou plus précisément entre le secrétariat fédéral d'une part et le secrétariat du CC ou la SMC d'autre part. L'usage est exclusivement vertical, il ne concerne pas les rapports internes, transversaux, à la fédération.

²⁵ Les concepts d'encadrement et de contrôle biographiques sont développés par Claude PENNETIER et Bernard PUDAL, « La vérification. L'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*

²⁶ Cf. Julian MISCHI « Le contrôle biographique à l'échelon fédéral : le Bourbonnais (1944-1962) », dans : Claude PENNETIER et Bernard PUDAL (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux*, (s. la dir. de) à paraître au début de l'année 2002 aux Éditions Belin.

Une fois remplis, les questionnaires échappent à leurs auteurs qui oublient vite que ces renseignements sont constamment utilisés par les responsables départementaux, et qu'un dossier les concernant s'étoffe continuellement à leur insu. Les documents biographiques appuient les propositions de candidature de l'instance fédérale pour les élections politiques, les écoles centrales du PCF et les postes de direction au sein du parti. Concernant ces trois types de promotion -électorale, éducative et partisane-, qui impliquent une confiance et un pouvoir supplémentaires accordés aux militants concernés, la direction locale du parti indique ses préférences et demande l'avis de la SMC du CC qui approuve ou non, après lecture des biographies.

Si l'objectif premier est la sélection des cadres et la vérification des opinions, la vigilance biographique déborde le domaine politique pour s'exercer aussi à l'égard de la sphère intime des militants (contrôle du lieu de vacances, de l'opinion des membres de la famille). Plus exactement, comme dans la contre-société communiste tout est politique, la singularité de la vie personnelle disparaît. Effectuée sur le mode de la confession, l'autocritique demandée par le PCF n'est ainsi pas un simple appel à l'esprit critique mais prend la forme humiliante de l'aveu et la vie intime de l'adhérent n'est pas épargnée²⁷. L'engagement communiste implique la vie entière de l'individu et les techniques d'inculcation de l'esprit de parti touchent le quant à soi intime qui est évalué selon des critères politiques, projeté sous le regard partisan²⁸.

Si la socialisation politique repose sur des principes organisationnels stricts, plus que les règlements statutaires et les procédures disciplinaires, la cohérence du communisme est obtenue par des normes non écrites, par la formation de liens affectifs et identitaires. Dans une perspective wébérienne, la relation partisane mérite d'être éclairée à la lumière de la contribution que les agents apportent à l'exercice de la domination²⁹ : la croyance en la légitimité de l'autorité du centre renvoie autant aux prescriptions du modèle organisationnel qu'aux dispositions des militants³⁰. L'esprit de parti ou l'habitus partisan est un construit social à la confluence d'une idéologie légitimante suscitée et renforcée par les dirigeants du centre et des dispositions des agents sociaux.

4. Les pratiques symboliques d'homogénéisation

Produite par les règles statutaires et des techniques politiques de socialisation partisane, la formation de l'esprit de parti renvoie également à des ressorts identitaires. Les activités et les comportements des militants communistes sont régis par les exigences réglementaires du parti

²⁷ Cf. Annie KRIEGEL, *Les grands Procès dans les systèmes communistes. La pédagogie infernale*, Paris, Gallimard, 1972, p. 92.

²⁸ « *Ce don de soi est un rite d'institution effectué par des militants qui se sont « réunis » et cherchent dans l'homogénéité du corps partisan et dans sa transparence à soi, l'alliage susceptible d'arracher aux forces du monde un monde différent* », Claude PENNETIER et Bernard PUDAL, « *Ecrire son autobiographie. Les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939* », *Genèse*, n°23, juin 1996, p. 58.

²⁹ Max WEBER, *Economie et société*, Paris, Plon, 1971, t. 1, pp.30-35 et pp. 219-221.

³⁰ Jeannine VERDES-LEROUX souligne ainsi les prédispositions sociales qu'ont les intellectuels à s'en remettre totalement à l'institution et les avantages -matériels, symboliques, affectifs, identitaires...- qu'ils y trouvent : *Au service du parti : le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard, Minuit, 1983, 585 p.

tout en s'inscrivant au sein de pratiques populaires de mises en scène symboliques orientées par des recommandations politiques.

Une grammaire symbolique unifiante

Si l'attachement au parti est contrôlé et obtenu par des mécanismes organisationnels, l'unité des rangs communistes est surtout culturelle. A partir des demandes de sens de ses groupes porteurs, l'appareil effectue un travail politique d'identification afin de voir émerger une culture communiste unifiante. Les pratiques symboliques d'homogénéisation cristallisent un code social et symbolique propre au corps communiste. La culture partisane, dont le rôle est à la fois pédagogique et identitaire, développe chez les militants un sentiment d'appartenance commune avec notamment l'usage d'un code linguistique particulier constitué d'un vocabulaire ésotérique, la fameuse « langue de bois communiste »³¹.

Le symbole de l'homogénéisation idéologique est l'image de parti ouvrier que le PCF s'est forgé. Alors même qu'il est fortement implanté dès les années vingt dans les milieux paysans du centre et qu'il est porté, à partir des années soixante, de plus en plus par des enseignants et des employés, il garde cette identité ouvrière. Dans le bocage bourbonnais, les paysans et non les ouvriers forment le gros des effectifs communistes, mais l'idéologie permet un effacement de l'inscription sociale du communisme, une homogénéisation des réalités socio-politiques spatialisées extrêmement diverses de ses zones d'implantation. Forcée par le centre, la culture partisane vise surtout à empêcher l'émergence de groupes qui pourraient concurrencer la légitimité unifiante du parti, et à permettre au paysan de l'Allier, à l'ouvrier briéron, au banlieusard grenoblois et au mineur lorrain d'origine italienne de se reconnaître dans le même parti.

Les mécanismes d'homogénéisation sont à l'œuvre au sein même des sites d'implantation et s'appuient sur un besoin d'identification : l'identité des PC locaux est le produit d'un processus conflictuel mettant aux prises plusieurs groupes sociaux en concurrence pour la légitimité fédérale. La construction de l'identité fédérale autour d'une catégorie militante dépositaire de la parole communiste voile les disparités sociales de l'implantation du PCF et ses rapports de force interne. Au sein des quatre sites d'études, le communisme est unifié par l'identité sociologique de son groupe dirigeant : les hommes du fer en Meurthe-et-Moselle, les ouvriers de la Navale en Loire-Atlantique, les ouvriers de la métallurgie en Isère et les ouvriers d'usine de Montluçon dans l'Allier. L'homologie de position et de trajectoire sociales des dirigeants fédéraux soude symboliquement la communauté militante représentée par des militants ouvriers interchangeable. La définition ouvriériste de l'ordre interne au PCF est le plus sûr agent coagulateur des PC locaux.

La grammaire symbolique de la mobilisation communiste est structurée autour de référents idéologiques homogénéisateurs colportés par une presse partisane prolifique (journaux de cellules, de section, organes fédéraux...). La culture partisane raccorde les rangs militants par

³¹ Sur ce thème : Annie KRIEGEL, « Langage et stratégie », dans : *Communismes au miroir français, temps, Culture et Société en France devant le communisme*, Gallimard, Paris, 1974, pp. 95-114. L'auteur évoque « une subsociété minoritaire, originale et séparée, dont l'homogénéité se renforce de la possession d'un code », p. 99.

des repères identitaires à usage interne mobilisés lors de pratiques rituelles de célébration du parti, à travers notamment la glorification de ses héros. Les figures militantes sont construites à la fois sur des valeurs d'héroïsme (courage, dénonciation du mal) et de sacrifice (vie de famille amputée, salaire bloqué, mise à pied, absence de loisirs). Deux principaux types de héros sont célébrés dans les départements : le syndicaliste licencié et le martyr de la Résistance. Au plan local, la sacralisation des militants exemplaires passe par l'inscription de leurs patronymes dans le nom des cellules, les promotions d'adhérents, les titres de journaux et les dénominations de rues ou d'établissements publics. L'archétype du héros communiste est le secrétaire général du parti, Maurice Thorez³². Sa glorification est le modèle à partir duquel sont forgés les héros locaux. Dans la lignée de l'autobiographie exemplaire *Fils du Peuple*³³, les récits biographiques, outils de la légitimation charismatique des dirigeants communistes, peuplent les journaux locaux³⁴.

La culture partisane communiste est tournée vers les pays du socialisme. Parmi les associations spécialisées en charge de la promotion des réalisations soviétiques, les Amis de l'Union Soviétique (puis France-URSS) et les Echanges franco-allemands (puis France-RDA) sont les plus actives. La célébration des pays socialistes prend la forme de pèlerinages, avec l'organisation de voyages collectifs ou individuels, en délégation officielle ou touristique, dans les pays d'Europe de l'Est³⁵. L'agence de voyage liée au PCF, Tourisme et Travail, coordonne les séjours touristiques. Le matériel de propagande local accorde une grande importance aux réalisations des pays socialistes : les organes fédéraux comme les journaux de cellule louent leurs conquêtes sociales. Des « *veillées publiques* » autour de la projection d'un film ou de diapositives sont l'occasion pour les militants de raconter leur voyage et de répondre aux questions des auditeurs³⁶.

³² Bernard PUDAL, « Le « Peuple » dans *Fils du Peuple* », *Société et Représentation*, décembre 1999, pp. 265-279 ; Annie KRIEGEL, « Bureaucratie, culte de la personnalité et charisme : le cas français : Maurice Thorez, secrétaire général du PCF. (1900-1964) », dans : *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard, 1974, pp. 129-160 ; Jacqueline MER, *Le parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français*, Paris, Fayot, 1977, 237 p. ; Stéphane SIROT, *Maurice Thorez*, Paris, Presses de Science Po, 301 p., Philippe ROBRIEUX, *Maurice Thorez*, Paris, Fayard, 1975, 660p.

³³ Maurice Thorez, *Fils du Peuple*, Paris, ESI, 1937, 219 p. ; 1949 (2^e éd.), Paris, Editions sociales, 255 p. ; 1960 (3^e éd.), Paris, Editions Sociales, 369 p.

³⁴ La biographie de Louis Dupont, « *Un député issu de la classe ouvrière* », le 16 novembre 1958 dans l'organe fédéral de Meurthe-et-Moselle, *La Nouvelle Voix de l'Est*, décline par exemple un modèle régional de Fils du peuple.

³⁵ Le secrétaire de la fédération du PCF de Meurthe-et-Moselle Nord, Antoine Porcu va par exemple en URSS en octobre 1953 dans le cadre d'une délégation d'ouvriers français, en 1957 à l'occasion du festival mondial de la jeunesse et des étudiants pour la paix, en 1967 pour y passer des vacances, puis en 1976 avec une délégation du conseil général. Sur ces voyages : Fred KUPFERMAN, *Au pays des soviets. Le voyage français en Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Gallimard-Julliard, 1979, 189 p. ; Rachel MAZUY, « Les voyageurs en URSS », dans : Michel DREYFUS, Claude PENNETIER et Nathalie VIET-DEPAULE (dir.), *La part des militants, op. cit.*, pp. 219-228.

³⁶ A titre illustratif, dans l'Allier, en octobre 1973, une soirée se déroule à Saint-Germain-des-Fossés autour du thème « *la vérité sur les pays socialistes* » (Robert GUILLEMINOT, « La vérité sur les pays socialistes », *L'Avenir*, journal de la section de Saint-Germain-des-Fossés, 3^e trimestre 1973) et dans la salle des fêtes de la localité voisine de Varennes-sur-Allier une « *soirée culturelle sur l'URSS avec projection de diapositives couleurs* » est organisée à partir des photos prises par le secrétaire de la section au cours de son voyage en Union Soviétique : « *Grâce à cette soirée, vous apercevrez le visage du premier pays socialiste du monde à travers trois villes aux noms et au passé prestigieux* »

Cette culture communiste ne se réduit pas au marxisme-léninisme, à une version francisée du message bolchevique. Afin de s'assurer une large audience, le discours communiste, reposant sur quelques grands préceptes de la vulgate idéologique, s'adapte à ses terrains. La stratégie partisane l'emporte sur la doctrine idéologique. Dans l'Allier, les soutiens du communisme se comptant non seulement chez les salariés agricoles mais surtout parmi les petits exploitants, la propagande locale insiste très tôt sur le partage plus équitable des terres et ignore le thème du collectivisme³⁷. La figure de l'URSS est ainsi sollicitée pour la modernisation de son agriculture (productivité, machines, déclin de la pénibilité...) et surtout pour sa lutte contre le nazisme et son rôle de défenseur de la paix dans les relations internationales, mais jamais pour la collectivisation des terres.

La gymnastique idéologique s'opère à l'intérieur du corpus doctrinal en fonction du public visé et induit ainsi une adaptation locale du discours. En Meurthe-et-Moselle, le PCF accentue un thème de la propagande nationale, le nationalisme industriel, en rappelant constamment la nécessité de la défense des richesses françaises face à l'Allemagne.

Les rituels coagulateurs

Lieux d'échanges entre un projet politique et une tradition historique, les rituels commémoratifs nourrissent tout particulièrement l'identification partisane. Ils alimentent l'affiliation sociale à un groupe politique distinct tout en donnant des repères à des communautés populaires en quête d'enracinement. Pour s'ancrer dans le terreau français, la culture communiste puise ses référents dans le passé. Les commémorations prises en charge par les organisations de masse mais orientées par l'appareil partisan lui-même visent à souder idéologiquement des générations, des groupes sociaux très différents. A l'intersection de la mémoire et de la propagande politique, la commémoration porte la mémoire collective³⁸. Liée à un groupe social composé d'individus ayant vécu les mêmes événements, elle est le résultat d'un travail d'objectivisation visant à faire peser le passé sur le présent quand le souvenir perd son efficacité. Instrumentalisée à des fins partisans, la mémoire collective ne vise pas à la connaissance du passé mais justifie les pratiques et les représentations du présent³⁹.

Propre au groupe communiste, cette « *mémoire historique d'organisation* »⁴⁰ est l'un des principaux facteurs de cohésion interne. Plus que d'être une force attractive vis-à-vis de l'extérieur, son rôle est, par les signes de reconnaissance qu'elle fournit, de maintenir l'unité des rangs militants. Derrière l'hommage rendu, la commémoration a pour fonction de réunir des individus, de combler les distances entre les commémorants, entre les souvenirs

(« Varennes-sur-Allier. Soirée culturelle sur l'URSS », *Les Nouvelles de l'Allier*, 17 au 23 octobre 1973).

³⁷ Laird BOSWELL, *Rural Communism in France, 1920-1939*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1998, 266 p.

³⁸ Elle est selon Maurice HALBWACHS un travail collectif de construction du souvenir, de sa déconstruction et de son oubli : *La Mémoire collective*, Paris, PUF, rééd. 1997, 295 p.

³⁹ Marie-Claire LAVABRE, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, PFNSP, 1994, p. 18.

⁴⁰ Michel VERRET, « Mémoire ouvrière, mémoire communiste », *Revue française de science politique*, n° 3, juin 1984, pp. 413-427.

individuels et la mémoire collective⁴¹. L'opposition à un ennemi, les nazis, les contre-révolutionnaires, le patron, renforce ce sentiment d'unité. Ainsi l'efficacité de la mémoire historique ne se juge-t-elle pas à la connaissance du passé mais à sa force unificatrice, à l'homogénéité des représentations qu'elle induit. Les deux figures essentielles de la mémoire communiste mises au jour notamment par Marie-Claire Lavabre, la Révolution française et la Résistance, donnent au PCF une légitimité nationale. Par des mécanismes de diffusion locale, le PCF oriente ces deux types de célébration pour homogénéiser culturellement ses rangs militants.

Le souvenir de la Révolution française est constamment réactivité par le PCF à travers l'organisation de célébrations et une riche production intellectuelle. Elle est une pièce fondamentale de son message, non seulement en milieu rural où il s'oppose à la féodalité terrienne, mais également dans le monde industriel où il donne une teneur usinière à l'affrontement de 1789 en mettant en scène une lutte contre les « *seigneurs de l'industrie* ». La culture communiste s'inscrit dans l'imaginaire politique local en s'opposant aux contre-révolutionnaires : les patrons sont qualifiés de « *seigneurs modernes* », de « *seigneurs de l'industrie et du commerce* », de « *modernes grands seigneurs* ». Dans les bassins de Longwy et de Saint-Nazaire, le « *patronat de droit divin* » est la cible de la presse communiste. Le travail mémoriel du PCF vis-à-vis de la Révolution française trouve son paroxysme lors de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française⁴². Reposant sur des associations proches du PCF comme Les Amis de la Révolution française et Vive 89, elle est cependant orchestrée directement par la direction nationale du parti sur la base du rapport de Guy Hermier présenté devant le CC le 6 avril 1987.

La mémoire communiste de la Résistance est le symbole de la réussite de la politique mémorielle du PCF. Par une gestion efficace de la mémoire collective, il a su se forger une image de parti de la Résistance. A partir de la Libération, la lutte contre l'occupant allemand relaie le congrès de Tours comme événement fondateur du communisme français. Le PCF utilise cet épisode de l'histoire française pour asseoir sa légitimité dans ses terrains d'implantation. Cette mise en scène du souvenir communiste est assurée par les équipes municipales au cours de fêtes patriotiques, de commémorations, d'inaugurations de places et de monuments en hommage aux Résistants. Le PCF se dote également de relais organisationnels pour accomplir ce travail symbolique : la Fédération Nationales des Déportés Internés Résistants et Patriotes (FNDIRP), l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR) ou encore l'Amicale de ses vétérans. Le travail commémoratif n'est qu'un élément du rôle de socialisation assuré par des associations qui organisent également, par exemple, des colonies de vacances pour les enfants de Résistants.

Alors que le gaullisme repose sur l'image du sauveur, de l'homme providentiel, la mémoire communiste de la Résistance s'est construite autour de la commémoration des martyrs. Au

⁴¹ Mona OZOUF, « L'hier et l'aujourd'hui », dans : *La Mémoire des Français : quarante ans de commémoration de la deuxième guerre mondiale*, Paris, Edition du CNRS, 1986, pp. 18-23 ; Gérard NAMER, *Mémoire et société*, Paris, Méridiens Klincksiek, 1987, 242 p.

⁴² Sur ce thème, voir le dossier « Les communistes et le bicentenaire de la Révolution française », *Cahiers d'histoire*, n° 69, 4^e trimestre 1997.

sortir de la guerre, le parti issu du congrès de Tours et de la boucherie de la Première guerre mondiale devient « *le parti des 75 000 fusillés* ». Des manifestations d'hommage aux Résistants tombés dès la Libération sont organisées, le premier grand rassemblement s'inscrivant dans le martyrologe communiste est l'enterrement du colonel Fabien tué sur le front en décembre 1944. Cette manifestation inaugure le calendrier commémoratif du PCF qui est enrichi au plan régional de martyrs locaux.

Conclusion

Le travail politique forgeant la cohésion militante est de deux ordres : organisationnel avec la diffusion d'un modèle partisan unifiant autour du centralisme démocratique et symbolique avec des pratiques culturelles célébrant le corps militant. Néanmoins le parti ne contrôle pas toujours les processus d'identification dont il est l'objet. Ainsi des cultures communistes locales peuvent-elles émerger à partir de la culture partisane sans y correspondre fidèlement : un bricolage identitaire assure l'adhésion de groupes sociaux situés à la marge de la stratégie du PCF. Si elle est produite par l'institution, la culture partisane prend en effet forme dans une rencontre entre l'acteur politique et des communautés d'implantation qui peuvent infléchir le message institutionnel⁴³. Afin de s'assurer une audience populaire, le PCF répond à des demandes identitaires locales qui infléchissent son message initial et donnent ainsi lieu à des variations régionales de la culture partisane. La culture partisane se décline cependant selon des modalités propres à chaque zone d'implantation

A l'étude des moyens mis en œuvre par le parti pour donner au communisme une unité, qu'ils soient institutionnels (formation, encadrement, surveillance) ou idéologiques (commémoration, célébration, identification fédérale), il convient donc également d'explorer les fonctions identitaires que le communisme remplit malgré lui. L'institutionnalisation de l'esprit de parti selon les règles du centralisme démocratique ne doit pas voiler ses matrices socio-culturelles et les usages différentiels du lien partisan, modelé par des schèmes d'intériorisation sociaux spécifiques. Non seulement les processus d'objectivation du communisme se déroulent au sein même des sites locaux que le parti travaille à unifier pratiquement ou symboliquement, mais ils ne sont pas réductibles à l'activité normative des institutions dirigeantes : les fonctions inconscientes du communisme, de réassurance communautaire, semblent en effet être son premier principe homogénéisateur.

Echappant au travail du parti en tant que tel, ce facteur anthropologique de l'unité partisane n'a pas été abordé mais il est essentiel : les usages sociaux du communisme par les communautés qui l'adoptent contribuent à son homogénéisation car ils font jouer au PCF un même rôle identitaire défensif. Unifié politiquement par des rouages organisationnels inculquant et vérifiant l'esprit de parti, le communisme est en effet surtout structuré par un rôle anthropologique central de renforcement de la cohésion identitaire de groupes sociaux et territoriaux fragilisés par des mutations socio-culturelles. Le PCF apparaît, par un culte du passé et une défense des liens collectifs, comme un élément de stabilité pour des

⁴³ Cf. Michel HASTINGS, *Halluin la Rouge 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire : singularités écologiques et stratégie d'implantation*, Lille, P.U. de Lille, 1991, 433 p. et Julian MISCHI, « La Brière rouge : l'utilisation identitaire d'une marque politique », *Communisme*, n°51-52, 1997, pp. 51-72.

communautés à base professionnelle ou résidentielle en proie à la dissolution de leurs conditions économiques et culturelles d'existence. En donnant une consistance collective à des groupes fragilisés (paysans bourbonnais, sidérurgistes lorrains, banlieusards grenoblois) qu'ils réunissent, les communistes se produisent comme parti⁴⁴.

Julian MISCHI
Doctorant à l'EHESS

⁴⁴ Sur ce processus d'invention d'un collectif à partir de ses éléments jugés les plus représentatifs : Pierre BOURDIEU, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 52-53, juin 1984, pp. 49-56 et Bernard LACROIX, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse du politique », dans : Martine GRAWITZ et Jean LECA, *Traité de science politique*, vol. 1, Paris, PUF, 1985, pp. 469-565.